

# **Hulot, de la dissipation d'un mirage à la création d'une illusion, celle d'une "gauche" qui aurait un avenir...**

... opposé au combat pour la souveraineté, la Nation, l'indépendance, la sociale.

jeudi 30 août 2018, par [Jacques COTTA](#)

Plusieurs appréciations sur la démission du gouvernement de Nicolas Hulot ont été portées depuis que le ministre de l'écologie a annoncé « sans prévenir » ni le président de la république, ni le premier ministre, qu'il avait décidé de quitter l'attelage gouvernemental. Mais derrière ces appréciations, on peut discerner des non-dits qui sont beaucoup plus explicites que tous les longs discours.

Au chapitre des réalités que révèle le départ de Hulot il y a bien comme l'a indiqué Jean Luc Mélenchon l'expression d'une profonde décomposition de la Macronie qui voyait dans le rassemblement de ministres issus du PS, d'autres de l'UMP, d'autres enfin du « centre » un nouveau monde politique se dessiner, avec pour agrémenter le tout la touche Hulot au nom d'une écologie dite « de gauche » dont il aurait été le garant.

Mais cette démission est-elle pour autant un « vote de censure contre Macron » ?

Aujourd'hui, derrière les analyses, pointe l'idée que « la gauche » n'aurait que peu faire pour être de retour. « Donnez donc la parole au peuple » serait tentés de dire tous ceux qui cherchent dans les vieux clivages une porte de salut. L'union de la gauche, l'union des gauches, comme le revendiquait hier Hamon d'autant plus fortement qu'il sentait venir la déculotté mortel du PS.

Mais la réalité est ailleurs. Seuls tous ceux qui voudraient en terme politicien en profiter, notamment aux prochaines européennes, peuvent s'illusionner de la sorte. S'illusionner aujourd'hui comme hier d'ailleurs lorsque Nicolas Hulot était présenté pour les besoins de la présidentielle comme l'allié possible de Mélenchon et de la FI, sur la seule étiquette d'écologie de service, alors que la politique et la réalité nous disent tout autre chose.

La réalité : Hulot s'en va pour la défense des petits oiseaux, et aussi pour s'opposer aux mesures annoncées sur la chasse par Macron, en présence d'un lobbyiste macronien des chasseurs. Les oiseaux et les animaux chassés, voilà en effet une cause importante. Mais cela définit-il une politique ?

Avant ces gouttes d'eau qui auraient fait déborder le vase, Nicolas Hulot ministre a accepté le Glyphosate, le CETA, le nucléaire, l'absence de toute transition énergétique, les perturbateurs endocriniens, les hydrocarbures à partir d'huile de palme au profit de Total, la déforestation qui en découle... A contre coeur, n'en doutons pas, mais il a accepté... Il ne s'agit pas ici de faire l'inventaire des fautes de l'ancien ministres. Il s'agit juste de remettre la politique, le programme, à la place où ils doivent être.

S'agit-il de mesures indépendantes d'une politique d'ensemble. Non, ce qu'a accepté Nicolas Hulot, la politique préconisée par Emmanuel Macron et Edouard Philippe le premier ministre du gouvernement dans lequel il siégeait, n'est que la politique dictée par l'Union Européenne qu'il ne s'agit évidemment pour Hulot comme pour Macron, Philippe et les autres, de ne surtout pas remettre en cause. De ce point de vue, Hulot est sur la même orientation que ses amis, Macron donc, Philippe, mais aussi ceux qui se trouvent au PS, à LR, à LREM, au PCF aussi, et ailleurs, qui refusent d'annoncer clairement la couleur sur l'UE, ou qui laissent planer l'illusion que l'UE serait modifiable, amendable, lorsque de toutes parts

l'édifice craque.

On sent bien à quelques réactions, notamment issues de la FI, que le bonheur serait total si la démission de Hulot pouvait s'accompagner d'une résurgence de la gauche dont la FI serait la colonne vertébrale. Une « union de la gauche » vouée à l'échec au regard de ce qu'est la gauche aujourd'hui. Au regard aussi des raisons politiques -Hollande aidant- pour lesquelles elle a été rejetée dans ses profondeurs par le peuple qui à chaque confrontation électorale exprime son dégoût.

Ce qu'exprime Hulot, outre ses états d'âme, est d'abord son accord total sur le fond avec Macron et les autres sur l'UE qui détermine la politique qu'il a acceptée, encouragée, appliquée dans toute son étendue. Car si nous quittons un court instant la cause animale à laquelle je suis personnellement sincèrement attaché, pour la cause ouvrière à laquelle je suis intimement lié, Hulot fait aussi partie de ces ministres qui ont accepté la loi travail 2, prolongement de celle que François Hollande avait mis à l'ordre du jour, la destruction du code du travail, la liquidation engagée des conquêtes produites par plus de 60 ans de luttes ouvrières dans ce pays.

Le clivage pour l'avenir que Hulot fait apparaître si on prend la peine de regarder le fond de la politique menée n'est pas celui qui date, qui opposerait « la gauche » à « la droite », mais celui qui oppose le peuple à l'oligarchie, l'ouvrier et le salarié à l'exploitation capitaliste, la Nation à l'Union européenne, la souveraineté à la dictature. il y a fort à craindre que si la FI tourne le dos aux discours que tenait Jean Luc Mélenchon durant la campagne des présidentielles, dans lesquels il réaffirmait ces valeurs, pour rechercher aujourd'hui dans un accord sans principe à « gauche » une victoire électorale, elle serait alors confrontée à de terribles désillusions... et à un dramatique retour en arrière.